

## AUXERRE - GALERIE ROMANE Remplacement des menuiseries



**MAITRE D'OUVRAGE**  
Préfecture de l'Yonne  
1 Pl. de la Préfecture  
89000 Auxerre

## GÉNÉRALITÉS

### CCTP

Dossier	Z-25024
Date	01/10/2025
Phase	DCE
Indice	

## Sommaire

<b>1 OBJET DU CHANTIER - ÉTENDUE DES TRAVAUX .....</b>	<b>3</b>
<b>2 CONNAISSANCE DES LIEUX.....</b>	<b>3</b>
<b>3 CONNAISSANCE DU PROJET.....</b>	<b>4</b>
<b>4 NORMES ET RÈGLEMENTS.....</b>	<b>4</b>
<b>5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES .....</b>	<b>4</b>
<b>6 SUJETIONS D'EXÉCUTIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>7 TRAVAUX EN PRÉSENCE DE PLOMB.....</b>	<b>5</b>
<b>8 TRAVAUX EN PRÉSENCE D'AMIANTE.....</b>	<b>6</b>
<b>9 CHOIX DES MATÉRIAUX.....</b>	<b>6</b>
<b>10 ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS - DOCUMENTS.....</b>	<b>7</b>
<b>11 PLAN D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS - NOTES DE CALCUL.....</b>	<b>7</b>
<b>12 MESURES SANITAIRES PARTICULIÈRES.....</b>	<b>9</b>
<b>13 PERMIS-FEU.....</b>	<b>9</b>
<b>14 AUTORISATIONS.....</b>	<b>9</b>
<b>15 ASSURANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>16 ENTRETIEN DES VOIES DU DOMAINE PUBLIC ET DU SITE .....</b>	<b>9</b>
<b>17 PROTECTION DES OUVRAGES ET DES LOCAUX .....</b>	<b>10</b>
<b>18 ÉLIMINATION DES DÉCHETS .....</b>	<b>10</b>
<b>19 TRAVAUX EN DEPENSES CONTRÔLÉES .....</b>	<b>10</b>
<b>20 COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES .....</b>	<b>10</b>
<b>22 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE) .....</b>	<b>10</b>
<b>23 PRÉSENTATION DES OFFRES .....</b>	<b>11</b>
<b>24 MODE DE MÉTRÉ .....</b>	<b>11</b>

## 1 OBJET DU CHANTIER - ÉTENDUE DES TRAVAUX

La présente opération a pour objet le remplacement des menuiseries de la galerie romane située à Auxerre dans l'Yonne (89). Les travaux seront réalisés en une tranche unique d'une durée de 4 mois.

Les travaux sont répartis en 5 (cinq) lots selon la décomposition suivante :

- Lot 01 : Maçonnerie - Pierre de taille - Plâtrerie
- Lot 02 : Menuiserie bois - Couverture
- Lot 03 : Menuiserie métallique - Serrurerie - Stores
- Lot 04 : Chauffage
- Lot 05 : Électricité

## 2 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur devra avoir pris connaissance, par une visite du monument et du site :

- des ouvrages existants,
- des mesures de sécurité propres à l'établissement et conditions d'accès imposées par l'affectataire,
- de la nature, de l'étendue et de l'emplacement des travaux à réaliser,
- de la présence de plomb éventuelle et en conséquence, intégrer dans son offre toutes les sujétions nécessaires, le rapport plomb devra être fourni par la maîtrise d'ouvrage,
- de la présence d'amiante éventuelle et en conséquence, intégrer dans son offre toutes les sujétions nécessaires, amiante devra être fourni par la maîtrise d'ouvrage,
- des conditions générales, locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux,
- des réseaux et appareils électriques existants et maintenus en place pendant la durée du chantier,
- des disponibilités en eau et en électricité,
- des réseaux d'évacuation EP, EU/EV existants,
- des caractéristiques des installations nécessaires à l'exécution des travaux,
- des interdictions de nuisances vis-à-vis des tiers : bâtiments voisins, riverains, etc.,
- des itinéraires obligatoires à emprunter, compte tenu des conditions d'usage du bâtiment,
- de l'accès au chantier et livraisons par le passage du Palais Synodal, limites de hauteur et de largeur (2,50 x 3,36 m ht)
- des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison et des camions pour l'évacuation des déchets,
- des possibilités de stockage.

Il ne pourra ainsi relever ultérieurement aucune réclamation ou demander de supplément pour difficultés inhérentes à la réalisation des ouvrages telles que : règlements, stationnement, accès au chantier, circulation, présence du public, approvisionnement et stockage des matériaux ou tout autre élément pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues.

Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni aucune indemnité d'aucune sorte ne pourra être accordée :

- pour les limitations d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées,
- pour l'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites quantités, selon les besoins,
- pour l'approvisionnement des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable,
- pour les protections très soignées à mettre en œuvre et destinées à isoler le reste du bâtiment des nuisances (poussières, bruits, infiltrations d'eau, etc.). Ces protections devront être vérifiées régulièrement et révisées si nécessaire.

L'architecte pourra à tout moment exiger l'enlèvement ou le remplacement de tout élément défectueux ou détérioré, ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'entreprise.

Les sujétions relatives à l'intervention dans un site occupé, à l'encombrement des espaces et des cours, ou à leur utilisation par les affectataires, sont comprises dans les conditions de marchés, ainsi que celles dues aux arrêts de travaux pendant les éventuelles cérémonies.

Avant l'exécution des travaux, l'entrepreneur titulaire du lot 1 est tenu de faire établir un constat contradictoire des lieux par un huissier de justice de son choix, en présence des différentes parties concernées (maître d'ouvrage, architecte, l'affectataire). A défaut de ce document juridique, aucun entrepreneur ne pourra opposer de réclamation si sa responsabilité est mise en cause en cas de désordres survenus par suite des travaux réalisés.

Les frais de cet acte sont dus à l'entreprise en charge des installations de chantier.

L'entrepreneur de ce lot devra fournir un constat constitué d'un rapport et d'un dossier photographique en 4 exemplaires papiers et 1 exemplaire intégrant les documents aux format PDF et le dossier photographique au format JPEG.

Le document devra être mis à disposition sur le chantier et être consultable à tout moment sur simple demande.

En cas de dégradation, l'entreprise responsable devra assumer la prise en charge financière des travaux de remise en état. Si l'entreprise responsable ne peut être identifiée, les travaux de remise en état seront pris en charge par l'ensemble des entreprises suivant une répartition au prorata du montant des marchés de chacun.

En fin de chantier, chaque entreprise devra fournir les documents suivants en vue de constituer le dossier documentaire des ouvrages exécutés (D.O.E.), conformément à l'article ci-dessous.

La remise de ce dossier par chaque entrepreneur au maître d'œuvre avant les opérations préalables à la réception conditionnera le règlement général et définitif à l'entrepreneur.

### 3 CONNAISSANCE DU PROJET

L'entrepreneur devra prendre une complète connaissance des plans, coupes, élévations, ainsi que des cahiers des clauses techniques particulières (architecte et bureaux d'étude). Les plans et le CCTP ont pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature et la dimension des ouvrages à réaliser.

Toutefois, il est précisé que les plans et descriptions n'ont aucun caractère limitatif et que les entrepreneurs seront tenus de compléter eux-mêmes et de prévoir pour l'établissement de leurs prix unitaires et forfaitaires tout ce qui doit entrer normalement comme travaux de leur profession pour le parfait achèvement des ouvrages projetés.

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou d'omissions sur les plans et devis pour demander un supplément quelconque sur le montant de leurs prix.

### 4 NORMES ET RÈGLEMENTS

Chaque entrepreneur devra se référer tant en ce qui concerne la qualité des matériaux qu'aux conditions de leur mise en œuvre aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- les normes européennes - Eurocodes,
- les normes françaises publiées par l'AFNOR,
- les documents techniques unifiés (DTU) établis par le C.S.T.B - Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et d'une manière générale toute publication de cet organisme (Cahier des charges, règles de calculs, spécifications, recommandations, guides, etc.),
- les fascicules techniques établis par le Ministère de la Culture Direction du Patrimoine pour les travaux de Maçonnerie - Pierre de taille, de Charpente et de Couverture,
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat, dans leur version la plus récente.

**Nota :** Les travaux de restauration nécessitent parfois l'utilisation de matériaux anciens, de matériaux de récupération et/ou de mise en œuvre traditionnelle, non conformes aux règles de construction modernes et notamment aux normes, D.T.U. et règles de calculs.

L'entreprise devra tenir compte de cette particularité, notamment au regard de la réglementation du travail et devra justifier d'une garantie spéciale couvrant sa responsabilité pour ces ouvrages.

### 5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives du maître d'œuvre, architecte et bureaux d'étude, ou soumis à son approbation.

Les procédés et les techniques modernes d'exécution des travaux ne seront acceptés que dans la mesure où ils ne seront pas contraires aux techniques ou procédés nécessaires pour restituer aux édifices anciens leur structure et leur aspect, étant entendu que la meilleure façon de reproduire une forme est de reproduire les matériaux, les outils et la mise en œuvre qui y ont conduit.

**6 SUJETIONS D'EXÉCUTIONS**

Les prix du marché sont déterminés en tenant compte des sujétions que comportent :

- la nature particulière des travaux pour lesquels il importe d'harmoniser les parties refaites et les anciennes,
- l'obligation rigoureuse d'employer une main-d'œuvre qualifiée et des matériaux de choix,
- les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice.

Il ne sera accordé aucune augmentation sur les prix en raison de soins particuliers ou difficultés de main-d'œuvre ou d'emploi de matériaux. En particulier, il ne sera rien payé tant pour le personnel que pour le matériel et les matériaux pour :

- le temps perdu pour difficultés d'accès, circulations, montages, relais, reprises de transports, etc., quelle que soit la distance,
- les majorations horaires ou frais spéciaux pour travaux minimes,
- les étalements, cintrages, chevalements et toutes protections nécessaires,
- l'installation éventuelle, à la diligence de l'entrepreneur, soit d'une sapine de montage, soit d'un appareil élévateur ; auquel cas, avant sa mise en place, les plans devront être soumis, au préalable, à l'avis du maître d'œuvre. Cette installation devra être conforme à la réglementation et respecter les exigences formulées par l'Inspection du Travail, de la Prévention des Travaux Publics et de la Sécurité Sociale,
- les frais résultant des obligations de l'entrepreneur concernant sa responsabilité, l'organisation et la police des chantiers conformément à l'article 31 du Cahier des Clauses Administratives Générales ainsi que de toutes dispositions des textes contractuels,
- les coltinages de répartition et de montage, quelles que soient la distance et la hauteur, qui sont réputés être inclus dans les prix,
- les matériaux mis en œuvre "à façon" (matériaux de réemploi) dont la valeur réelle de la main-d'œuvre est seulement due, en raison de l'intérêt du réemploi des éléments anciens, des précautions seront à prendre durant leur manutention et leur conservation en bon état jusqu'à la repose, dans le cas de défectuosité normalement décelable, l'entrepreneur devra faire des réserves et informer le maître d'œuvre,
- les majorations pour le cas où la durée hebdomadaire du travail serait supérieure à la durée légale du travail. Il en sera de même pour les travaux exécutés de nuit ou le dimanche, exception faite lorsque le maître d'ouvrage fera une demande expresse écrite à l'entrepreneur,
- les frais de panier et déplacements divers qui doivent être compris dans les prix unitaires du détail estimatif,
- les frais d'installation concernant la lumière artificielle y compris la fourniture de courant ou autres procédés nécessaires à l'exécution des travaux, éclairage des échafaudages, marche des appareillages : treuils, monte-charges, etc., qui demeurent à la charge de l'entreprise.

**7 TRAVAUX EN PRÉSENCE DE PLOMB**

S'agissant d'un monument existant, l'attention des entreprises est attirée sur la présence éventuelle de plomb sur les ouvrages.

Chaque entreprise devra prendre connaissance du diagnostic plomb s'il existe, des ouvrages à traiter, établi par le maître de l'ouvrage et annexé au DCE.

Les entreprises sont tenues d'appliquer rigoureusement la réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb. Elles devront prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter l'ensemble des prescriptions de la notice P.G.C. établi par le coordonnateur S.P.S. : protection des personnes intervenantes, protections individuelles, collectives, protocole d'intervention de non contamination des installations de chantier, récupération des déchets et élimination. Ces dispositions sont incluses dans le prix de l'offre.

L'offre de chaque entreprise intervenant sur le chantier, comprendra :

- la mise au point et présentation de la méthodologie pour validation de l'architecte, de la maîtrise d'ouvrage et du CSPS,
- l'équipement de protection individuel adapté aux tâches à réaliser,
- les tests à réaliser sur deux personnes à chaque fois et sur les ouvriers chargés du nettoyage en début d'intervention et à deux reprises en cours d'intervention, dosage du plomb dans l'air suivant les normes NF X 43-257 (prélèvement d'aérosol à l'aide d'une cassette ; orifice 4 mm) et NF X 43-275 (dosages d'éléments dans l'air des lieux de travail par spectromètre atomique),
- les analyses nécessaires en cours de travaux, dans le cas où les mesures de plomb dans l'air indiqueraient une exposition, afin de vérifier l'efficacité des EPI,
- les mesures du taux d'empoussièrement des locaux initial (mesures point zéro) et final après travaux au titre de la libération des locaux par tests lingettes,
- le confinement pour intervention in situ selon la législation en vigueur et les directives du CSPS, compris balisage et

fourniture des attestations de formation plomb du conducteur de chantier a minima.

Contrôles du taux de concentration plomb par tests lingettes effectués par un opérateur agréé indépendant de l'entreprise sur les parements avant et après travaux pour vérifier l'efficacité du procédé comprenant :

- la délimitation des surfaces de prélèvement,
- les prélèvements en 2 passes au moins, par essuyage d'une surface d'environ 10 cm<sup>2</sup> (1/10e de m<sup>2</sup>) à l'aide d'une lingette neutre et saine humidifiée,
- la seconde sera effectuée perpendiculairement à la première, et ce, en utilisant au fur et à mesure chaque face de la lingette afin de recueillir le maximum de poussière,
- la récupération des lingettes dans des contenants propres en matériau inerte et incassable, de taille, adaptée compris fermeture hermétique avec soin et étiquetage,
- les repérage et cartographie des prélèvements,
- le transport au laboratoire,
- l'analyse des échantillons par le laboratoire,
- le rapport d'analyse compris interprétation des résultats et conclusion.

Toutes précautions seront prises pour éviter l'interférence ou la contamination des prélèvements.

Toutes les modalités, dispositifs, procédés et procédures envisagés feront l'objet d'une note méthodologique qui sera soumise à la validation de l'architecte, du CSPS et la maîtrise d'ouvrage.

Chaque entrepreneur qui créé le risque par l'exécution de ses travaux aura à sa charge les mesures de traitement réglementaires de neutralisation ou de retrait et les dispositions (toutes fournitures comprises) de prévention collectives et individuelles. Les dépenses afférentes sont incluses dans le montant de l'offre de chaque entrepreneur, y compris toutes les installations provisoires d'isolation et de décontamination.

Aucune plus-value ne sera acceptée concernant les travaux réalisés en présence de plomb.

## 8 TRAVAUX EN PRÉSENCE D'AMIANTE

S'agissant d'un monument existant, l'attention des entreprises est attirée sur la présence éventuelle d'amiante.

Chaque entreprise devra prendre connaissance s'il existe, du diagnostic amiante des ouvrages à traiter, établi par le maître de l'ouvrage et annexé au DCE.

Conformément aux dispositions et aux directives des Services de l'Inspection du Travail, de la D.D.T.E, de la sécurité sociale et de l'OPPBT, la prestation du présent lot comprend, en cas de présence d'amiante :

- l'établissement du plan de retrait et diffusions aux organismes de prévention et de contrôle,
- les installations réglementaires telles que zones de confinement, sas et salles blanches selon le cas,
- le barriérage ou clôturage du bâtiment pendant les travaux de désamiantage et les panneaux normalisés signalant le danger « Amiante » entre autres,
- les équipements spécifiques (EPI) et les installations de chantier propres au lot,
- la dépose des éléments amiantés ou présumés amiantés (MCA friables et non friables),
- les manutentions et stockages temporaires dans zones clôturées et protégées,
- les mesures libératoires et le nettoyage de restitution des zones désamiantées,
- le repli des installations,
- l'enlèvement, le chargement et transport des déchets amiantés vers un centre agréé dans les conditions prévues par la loi et les règlements,
- la production de l'attestation du suivi des déchets et le procès-verbal de désamiantage qui sont à fournir au maître d'ouvrage.

Aucune plus-value ne sera acceptée concernant les travaux réalisés en présence d'amiante.

## 9 CHOIX DES MATÉRIAUX

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et exempts de toute détérioration pouvant mettre en cause leur résistance et leur apparence. Ils seront de provenance européenne.

La nature des matériaux mis en œuvre sera conforme :

- aux prescriptions relatives à la sécurité-incendie,
- aux prescriptions des Documents Techniques Unifiés,
- aux prescriptions particulières des CCTP,
- aux agréments dont ils auront fait l'objet par le CSTB dans une période inférieure à cinq (5) ans avant leur mise en œuvre.

L'ensemble des produits demandés et des fabricants cités dans les CCTP sont donnés à titre indicatif selon un choix esthétique ou technique établi en concertation entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour aider les entreprises dans leur offre technique. Les entrepreneurs pourront proposer tout autre produit équivalent à ceux mentionnés sous réserve que la qualité, l'aspect et les caractéristiques correspondent aux exigences techniques demandées et que ces produits disposent d'un avis technique en cours de validité établi par le CSTB.

Il est spécifié que l'appréciation d'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient à l'architecte.

L'architecte se réserve le droit d'effectuer à tout moment, aux frais de l'entreprise, les prélèvements, essais et analyses qu'il jugera nécessaires.

Les vérifications et analyses pourront être faites par tout laboratoire ou organisme spécialisé indépendant, à la charge de l'entreprise.

En cas de litige entre le maître d'œuvre et l'entreprise, les marques et types de matériaux indiqués devront être respectés.

Les matériaux employés seront conformes aux échantillons acceptés par le maître d'œuvre.

L'emploi des matériaux ou matériels de qualité supérieure à celle demandée, ou décrits dans les CCTP ne donnera lieu à aucun supplément, à moins qu'il ne fasse l'objet d'un ordre écrit du maître d'œuvre, visé par la maîtrise d'ouvrage.

L'emploi de matériaux de qualité inférieure entraînera automatiquement le refus. Le remplacement qui en est la conséquence restera aux frais de l'entrepreneur qui, de plus, supportera la remise en état des ouvrages en découlant.

## 10 ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS - DOCUMENTS

L'entrepreneur est tenu d'établir les attachements écrits, figurés et photographiques nécessaires à la localisation et la justification des travaux exécutés, plus particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire.

Les attachements seront cotés, datés et renseignés selon tous moyens adaptés permettant la vérification et la validation ; ils seront soumis au visa de l'architecte.

En cas de non-production des attachements en temps utile pour permettre de constater qu'ils sont conformes aux travaux exécutés, des estimations provisoires seront faites en accord avec l'architecte ; les attachements produits après les possibilités de contrôle ne seront pas reconnus. Les décomptes définitifs devront décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude, à chaque décompte devra être joint l'attachement figuré correspondant aux travaux décrits dans ledit décompte.

Tous les échantillons et modèles, demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des dessins et calepins, devront être soumis à l'agrément de l'architecte et des entreprises concernées dans le cadre de la coordination nécessaire entre les lots avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Les échantillons acceptés par l'architecte pourront être groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté. Ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier.

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de toute nature afférents aux épreuves et aux essais qui seront demandés pendant ou après l'exécution des travaux.

D'autre part, chaque entrepreneur devra, à la demande de l'architecte, réaliser certains prototypes sur place pour lui permettre de juger de la qualité des ouvrages et éventuellement d'exiger des améliorations ou modifications de détails qui lui paraîtraient nécessaires, l'entrepreneur devra la présentation de prototypes témoins, échantillonnages chaque fois que l'architecte le demandera.

Quel que soit le degré d'avancement des travaux, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise adjudicataire de vérifier, aux frais de l'entreprise, au moyen d'essais ou d'analyses, la qualité des matériaux employés.

L'ensemble des documents demandés sera à produire sous format numérique (format d'origine et pdf).

Sauf exception et accord ou demande de la maîtrise d'œuvre, les documents, une fois imprimés, ne devront dépasser le format A3.

## 11 PLAN D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS - NOTES DE CALCUL

Sur la base des documents signés du dossier du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par le maître d'œuvre), l'entrepreneur doit, établir à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions fixées à l'Article 29 du CCAG les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tout document non listé mais nécessaire à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

L'entrepreneur devra réaliser tous les relevés préalables nécessaires à l'établissement des plans d'exécution et à l'exécution des travaux et procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

La maîtrise d'œuvre ne fournira aucun autre document que ceux contenus dans le présent dossier.

L'entrepreneur devra s'assurer d'une part sur place que les dispositions portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes, cela suppose une vérification exhaustive des ouvrages existants ayant une relation avec les ouvrages à réaliser dans le cadre du lot concerné, d'autre part, il devra s'entourer de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles au préalable à l'établissement de ses plans.

Si l'entrepreneur détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans du maître d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit à la maîtrise d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa de l'architecte suivant les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point au cours de la période de préparation.

Si, à la suite de la transmission des documents ci-dessus au visa de l'architecte, ces derniers sont conduits après contrôle à émettre des observations ou des réserves nécessitant une reprise des plans d'exécution, détails, schémas, notes de calculs, notes techniques par l'entrepreneur ; en aucune manière cette reprise ne devra remettre en cause le planning des études ni la rémunération de l'entrepreneur. Le planning d'exécution tiendra compte d'une reprise systématique du premier indice de diffusion de chaque document.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par l'architecte, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

En application de l'Article 29.1.5 du CCAG, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du maître d'œuvre. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tout ordre pouvant survenir : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

#### **Présentation des plans d'exécution**

Les plans d'exécution seront à fournir en format PDF et DWG.

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives,
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés : fiches techniques et fiches de données de sécurité,
- des méthodes d'essais éventuels,
- du mode d'exécution et phasage,
- de la nomenclature des composants.

#### **Notes de calcul**

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le maître d'œuvre pourra exiger la fourniture desdites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, l'entrepreneur devra fournir :

- la description détaillée de la méthode de calcul et des caractéristiques du programme utilisé,
- la liste des hypothèses de calculs,
- la liste des résultats,



- une note expliquant et commentant les résultats, sans le listing informatique inutile à la compréhension du programme.

L'attention des soumissionnaires est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Le fait de répondre à l'appel d'offres, implique l'acceptation de ces délais.

Les observations et remarques éventuelles de l'entrepreneur à ce sujet devront figurer dans son mémoire justificatif.

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur dressera son calendrier d'exécution des travaux, qui devra préciser l'enchaînement détaillé des tâches et s'intégrer dans le calendrier prévisionnel des travaux joint au présent dossier DCE. Ces documents deviendront contractuels et seront des pièces constitutives du marché.

Il sera soumis, avant tout début d'exécution, à l'approbation préalable de l'architecte et modifié autant de fois que ce dernier le jugera utile.

L'entrepreneur s'engage formellement :

- à respecter les décisions prises par l'architecte quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise,
- à prendre toutes dispositions pour travailler pendant les périodes de congés avec des équipes complètes et pleinement efficaces.

## 12 MESURES SANITAIRES PARTICULIÈRES

Dans le cas de reprise de l'épidémie Covid19, les entreprises devront impérativement prendre toutes les mesures sanitaires nécessaires selon les préconisations du guide de l'OPPBTP en vigueur au moment de la remise des offres.

## 13 PERMIS-FEU

Il est fait obligation à l'entreprise de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie. Les moyens seront en nombre suffisant et seront disposés et présentés à l'architecte et au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS), notamment aux emplacements à risques. Les travaux par points chauds (soudage, meulage, découpage ou comportant l'usage d'une flamme nue) doivent faire l'objet d'une entente préalable, appelée permis de feu, entre l'entreprise et le maître d'ouvrage ou le gestionnaire du site.

## 14 AUTORISATIONS

Chaque entrepreneur procédera, auprès des organismes de sécurité, C.A.R.S.A.T., O.P.P.B.T.P., Inspection du Travail, aux déclarations réglementaires.

Il veillera à obtenir auprès des services administratifs et des services concessionnaires, les autorisations nécessaires à l'ouverture du chantier et à la réalisation des travaux prévus. Les copies de toute correspondance et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage avec double à l'architecte. Le coût de ces autorisations, droit de voirie ou autres, est réputé inclus dans les prix unitaires du marché.

## 15 ASSURANCE

Les entreprises devront être titulaires d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2.270 du Code Civil pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, D.T.U., et règles de calculs. Il en sera de même pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération, fournis ou non par l'entreprise.

## 16 ENTRETIEN DES VOIES DU DOMAINE PUBLIC ET DU SITE

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public et du site devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté ; tout gravois, décombres, terres devront être immédiatement enlevés, balayés, lavés.

En cas de non-respect de ses obligations, le maître de l'ouvrage et l'architecte se réservent le droit de faire effectuer le nettoyage aux frais de l'entreprise responsable.

Lors de l'enlèvement des déchets par bennes, l'entrepreneur s'assurera qu'aucun élément du chargement ne peut tomber sur la voie publique et prévoira, le cas échéant, un filet de contention.

## 17 PROTECTION DES OUVRAGES ET DES LOCAUX

Chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre la mise en place des protections et garanties nécessaires par toiles, bâches, feutres, contreplaqués ou autres pour effectuer les travaux dans les locaux occupés ou non et en activité, il devra également l'entretien, la révision ou le remplacement de ces protections nécessaires.

Chaque entrepreneur aura à sa charge toutes les protections à installer ponctuellement tant en phase d'approvisionnement et de manutention qu'en phase exécution. Il aura également à sa charge toutes les protections pour la récupération des gravois ou résidus de matériaux. Si nécessaire, il devra la mise en place de tous confinements étanches des zones de travail avec extracteur d'air à déplacer à l'avancement pour l'exécution simultanée des ouvrages selon les besoins.

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à réception, le titulaire est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages et installations de tous ordres du chantier ainsi que des ouvrages.

Les produits toxiques ou inflammables seront stockés soigneusement dans une armoire métallique étanche avec des étagères de rangement.

Les dispositions proposées devront être soumises à l'approbation du coordonnateur SPS et de l'architecte. Le maître d'ouvrage interrogera en parallèle l'administration du monument pour validation.

Les protections seront enlevées au moment de la mise en exploitation ou sur ordre de l'architecte.

Chaque entrepreneur devra, en outre, l'entretien de ces ouvrages jusqu'à la réception.

## 18 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Chaque entreprise devra l'enlèvement de l'ensemble des déchets et gravois provenant de ces travaux, compris toutes les manutentions, transport et droits de décharge, ainsi que la remise en état initial des lieux après coup. L'enlèvement sera fait au minimum toutes les semaines ainsi que sur demande de l'architecte pour laisser l'édifice et ses abords en parfait état de propreté pendant la durée du chantier. Une attention particulière sera apportée aux zones visibles du public qui doivent être entretenus parfaitement et quotidiennement.

## 19 TRAVAUX EN DEPENSES CONTRÔLÉES

Les prix souscrits comprendront toutes les primes et indemnités de toutes sortes ainsi que la valeur des petites fournitures et de l'outillage utilisé.

Le temps à dépenser sera reconnu par présentation d'attachements écrits précisant en jours et en heures le temps passé par les ouvriers de chaque catégorie et les quantités de matériaux et fourniture mis en œuvre. Ces attachements seront établis par l'entrepreneur qui devra les soumettre, en temps opportun, pour acceptation au maître d'œuvre.

## 20 COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES

L'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les autres corps d'état afin de régler tous les détails d'intervention sur le chantier et notamment :

- d'examiner les incidences qui pourraient occasionner des adaptations de construction,
- de coordonner les plans d'exécution et de fabrication,
- de mettre au point les plans de calepinage en collaboration avec les entreprises.

L'architecte arbitrera les conflits pouvant survenir entre les entreprises des différents lots.

## 22 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE)

Les modalités relatives à la composition et à la remise de ce document seront fixées dans le CCAP.

En fin de chantier, chaque entreprise devra fournir les documents suivants en vue de constituer le dossier documentaire des ouvrages exécutés (D.D.O.E.) :

- un rapport de présentation détaillé des travaux exécutés,
- les documents graphiques de récolement,

- le reportage photographique des ouvrages sur support informatique, avant, pendant et après travaux,
- les fiches techniques et de données sécurité de tous les produits ou matériaux utilisés,
- les prescriptions d'entretien,
- le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrages,
- les attachements figurés des ouvrages réalisés avec leur localisation, leur repérage sur plans et la date des travaux.

Ces documents seront produits par l'entrepreneur et fournis en 5 (cinq) exemplaires au total dont :

- 4 (quatre) exemplaires reliés au format A4 ou A3,
- 1 (un) exemplaire numérique sur support clé USB, CD-ROM ou DVD-ROM ; cet exemplaire comprend l'ensemble des documents, y compris les pièces graphiques (aux formats DWG ou DXF et PDF), organisés à l'identique de la version papier.

La remise de ce dossier par chaque entrepreneur au maître d'œuvre avant les opérations préalables à la réception conditionnera le règlement général et définitif à l'entrepreneur.

## 23 PRÉSENTATION DES OFFRES

Les entreprises devront impérativement, sous peine d'exclusion, remettre leur offre sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires joints au présent dossier de consultation, sans modification du document.

## 24 MODE DE MÉTRÉ

Le mode de métré retenu sera précisé à chaque article du bordereau de prix unitaire joint au présent dossier de consultation.

En absence de précisions, les quantités décomptées au MÈTRE LINÉAIRE s'entendent au mètre linéaire vu sans augmentation de longueur pour : jouées, amortissement, retours d'angles, recouvrements, jonctions, etc.

Les quantités décomptées au MÈTRE SUPERFICIEL s'entendent au mètre carré vu sans augmentation de longueur pour : jouées, amortissement, retours d'angles, recouvrements, jonctions, etc.

Les quantités décomptées au MÈTRE CUBE s'entendent au volume théorique en place, hors foisonnement, déblais avant remaniement, remblais après compactage.

Les quantités seront toujours mesurées en œuvre.

Les prix unitaires comprennent les incidences de chutes et déchets, l'élimination des déchets dans les conditions prévues ci-dessus.

### LOCATIONS

Le prix global soumissionné comprendra outre les frais pour l'amenée, le montage, le démontage et le retour des installations de chantier, la location du matériel pour la durée des travaux.

Définition de la location :

La valeur de location mensuelle est destinée au règlement des frais entraînés par l'amortissement du matériel, par son entretien, ainsi que par toutes vérifications en cours de travaux.

Pour éviter toute contestation ultérieure, la durée de location s'entend :

- Départ -

Installations terminées et réceptionnées en totalité et constatées par ordre de service ou par lettre recommandée ou au compte rendu du maître d'œuvre (Installations de chantier complètes compris palissades, clôtures, escaliers, bungalows, protections, aires de livraisons et de stockages, etc.).

- Fin -

Date de l'ordre de service ou compte rendu de chantier prescrivant le démontage final.

Les frais de location complémentaires pour les arrêts de chantier dus aux intempéries, congés, travaux bruyants, sont compris dans le prix global forfaitaire remis.

### DANS LE CAS DE MARCHÉ À PRIX FORFAITAIRE (DPGF)

Les quantités indiquées dans le bordereau de prix sont données à titre indicatif par le maître d'œuvre et ne revêtent pas un caractère contractuel.

Dans son offre, l'entreprise pourra, si elle le souhaite, modifier les quantités étant entendu que les quantités portées sur son offre seront considérées comme établies sous sa seule responsabilité. L'entrepreneur signalera clairement les modifications effectuées au maître d'œuvre dans un courrier qu'il joindra à son offre.

## AUXERRE - GALERIE ROMANE Remplacement des menuiseries



**MAITRE D'OUVRAGE**  
Préfecture de l'Yonne  
1 Pl. de la Préfecture  
89000 Auxerre

### Lot n°1 **MAÇONNERIE - PIERRE DE TAILLE - PLÂTRERIE**

#### **CCTP**

Dossier	Z-25024
Date	01/10/2025
Phase	DCE
Indice	

Sommaire

<b>1 INSTALLATIONS DE CHANTIER - BASE VIE.....</b>	<b>14</b>
1.1 Constat d'huissier.....	14
1.2 Panneau de chantier.....	14
1.3 Mise en place d'un bungalow de chantier .....	14
1.4 Consommation en électricité (coffret de chantier à charge du BET PROJELEC).....	15
1.5 Branchement et raccordement des installations provisoires en eau.....	15
1.6 Location d'une nacelle (Option 1 : Interventions extérieures sur l'ensemble vitré).....	15
<b>2 TRAVAUX PREPARATOIRES.....</b>	<b>16</b>
2.1 Déménagement du bureau.....	16
2.2 Mise en place d'un filet de protection.....	16
2.3 Protections des sols.....	16
2.4 Calfeutrement anti-poussière de portes.....	16
2.5 Protections de murs.....	17
2.6 Encoffrement de caissons de climatisation.....	17
2.7 Fourniture et pose d'un doublage phonique provisoire.....	17
2.8 Sciage préalable soigné des enduits des murs Nord et Sud .....	17
<b>3 TRAVAUX DE MACONNERIE - PIERRE DE TAILLE.....</b>	<b>17</b>
3.1 Réfection du linteau de la porte Nord.....	17
3.2 Réfection d'enduit au mortier de chaux aérienne .....	18
3.3 Interventions sur la face intérieure de la claire-voie.....	18
<b>4 TRAVAUX DE PLATRERIE.....</b>	<b>18</b>
4.1 Réfection de la corniche et de sa gorge en staff.....	18
<b>5 TRAVAUX DIVERS.....</b>	<b>19</b>
5.1 Travaux d'accompagnement aux différents lots.....	19
5.2 Travaux en dépenses contrôlées.....	20
5.3 Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	20

## 1 INSTALLATIONS DE CHANTIER - BASE VIE

### 1.1 Constat d'huissier

Avant le début du chantier, l'entrepreneur titulaire du lot fera établir un constat d'état des lieux en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, des gestionnaires des édifices mitoyens, du responsable de la voirie communale et d'un huissier de justice mandaté par l'entreprise.

Les frais de cet acte sont à la charge de l'entreprise qui devra fournir un constat constitué d'un rapport et d'un dossier photographique en 4 exemplaires papiers et 1 exemplaire informatique.

Ce constat portera sur :

- les extérieurs : voies d'accès, cours, zones de stockage et de cantonnement, zone de déchargement, etc.,
- les intérieurs : les circulations et cheminements d'accès aux travaux,
- tous les autres endroits où les entreprises auront à intervenir.

En fin de travaux, un constat contradictoire sera établi en présence de toutes les parties ayant pris part à l'état des lieux initial.

#### 1.1.1 Constat d'huissier

### 1.2 Panneau de chantier

Fourniture, pose entretien et dépose en fin de travaux d'un panneau de chantier mis en place dès la signature du marché et au plus tard dans un délai de quinze jours suivant la date de début des travaux fixée par le premier ordre de service.

Son emplacement sera défini en accord avec l'architecte et le maître d'ouvrage.

Ce panneau indiquera :

- les informations réglementaires (numéro d'autorisation, lieu où consulter le dossier, les délais, etc...),
- le nom de l'édifice,
- la nature de l'opération,
- les noms du maître d'ouvrage, de l'architecte, des bureaux d'études, du coordonnateur SPS, de l'entreprise et de ses sous-traitants,
- le montant des travaux,
- les financeurs,
- une illustration (photographie ou dessin).

La prestation comprendra notamment :

- la réalisation du panneau suivant les indications de l'architecte et du maître d'ouvrage avec renseignements écrits et graphiques en polychromie,
  - la fixation du panneau sur une ossature principale en bois ou en profilés métalliques galvanisés ou recouverts d'une peinture anticorrosion, le tout fourni, posé de façon à être visible à partir des voies publiques et déposé à la fin des travaux.
- L'entreprise aura à sa charge tous les travaux nécessaires de fixation sur ouvrages en élévation ou de maintien et lestage par plots béton, contrefiches et contreventements (interdiction de fixation dans le sol), ainsi que la remise en état du site après dépose.

#### 1.2.1 Panneau de chantier

### 1.3 Mise en place d'un bungalow de chantier

Selon les plans d'installation de chantier de l'architecte, l'entreprise titulaire du lot aura à sa charge la mise en place d'un bungalow de chantier d'une capacité de 8 personnes conforme aux normes et règlements actuels, la prestation comprendra notamment :

- les démarches administratives auprès des services concessionnaires et des services techniques de la ville et tous les frais afférents aux installations,
- les transports Aller et Retour, la pose, la dépose, les locations et l'entretien du matériel,
- les raccordements en fluides (eaux potables, électricité, ...).
- la location, maintenance, entretien, protections diverses pendant la durée des travaux,
- le plan d'installations de chantier qui devra être approuvé lors de la réunion préparatoire de chantier par l'architecte et le maître d'ouvrage,
- l'affichage de l'ensemble des plans sur un panneau et aisément accessibles à un endroit à définir ultérieurement,
- les déplacements, remise en place éventuelle de mobiliers urbains,

- les installations de signalisation du chantier par rapport aux usagers du site,
- les installations d'éclairage de la base vie, des cheminements et balisages nocturnes, - toutes les installations conformément au PGC et SPS,
- toutes les sujétions relatives à la protection des zones de captage d'eau potable,
- le nettoyage régulier des locaux,
- la remise en état en fin de travaux.

A titre de référence, on compte :

- 1,5 m<sup>2</sup> / personne pour les réfectoires,
- 0,65 ml / personne / table de repas,
- 1,25 m<sup>2</sup> à 1,85 m<sup>2</sup> / personne pour les vestiaires.

**Nota :**

- le bungalow devra être dimensionné selon le nombre de personne (féminin/masculin) présent sur le chantier

Conformément à l'article L.232-1 du Code du Travail, les locaux de travail doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène nécessaires à la santé des salariés ; selon l'article L.233-1, ils doivent aussi être aménagés de manière à garantir leur sécurité.

1.3.1 **Amenée et installation du bungalow**

1.3.2 **Location et entretien du bungalow**

1.3.3 **Repli en fin de chantier du bungalow**

1.4 **Consommation en électricité (coffret de chantier à charge du BET PROJELEC)**

L'entreprise titulaire du lot devra la consommation en électricité pour l'ensemble des entreprises.  
L'installation pour les branchements, le coffret de chantier seront à la charge du lot électricité.

1.4.1 **Consommation en électricité (coffret de chantier à charge du BET PROJELEC)**

1.5 **Branchement et raccordement des installations provisoires en eau**

L'entreprise titulaire du lot devra la réalisation des branchements d'eau à partir des installations existantes. Les consommations seront à charge du présent lot, la prestation comprendra notamment :

- le branchement et les démarches administratives,
- le piquage sur le réseau existant en accord avec les services techniques de l'établissement ou des espaces publics proches, compris tous ouvrages et accessoires nécessaires,
- les évacuations réalisés conformément à la réglementation,
- la mise en place d'un compteur de chantier,
- la mise en place des canalisations provisoires, souples ou rigides, de diamètre approprié aux besoins du chantier, compris tous ouvrages et travaux d'installation tels que supports, fixations, tranchées, remblaiement, regards, etc. pour alimentation des installations provisoires de chantier et pour alimentation en eau et évacuation nécessaires aux travaux,
- la fourniture et pose d'un robinet ou vanne de fermeture et de distribution avec nez fileté,
- la fourniture et pose de bacs à l'aplomb des robinets pour récupération des eaux vannes et des eaux usées, compris raccordement sur le réseau d'évacuation,
- la fourniture et pose selon besoin, d'un dispositif de protection contre le gel.

1.5.1 **Amenée et installation**

1.5.2 **Consommation**

1.5.3 **Repli en fin de chantier**

1.6 **Location d'une nacelle (Option 1 : Interventions extérieures sur l'ensemble vitré)**

L'entreprise titulaire du lot sera en charge de la location d'une nacelle pour des interventions éventuelles par l'extérieur sur l'ensemble vitré, la prestation comprendra notamment :

- la location d'une nacelle adaptée et mise à disposition des entreprises susceptibles d'intervenir pour les éventuelles interventions extérieures,
- amenée et repli en fin de travaux, double transport,
- location, assurance, consommation de carburant,
- toutes les protections si nécessaires au niveau de l'emprise de la nacelle.

L'emploi de la nacelle devra être soumis à la validation de l'architecte.

Un ouvrier possédant les certifications et/ou permis pour le pilotage sera demandé à l'entreprise pour utilisation de la nacelle.

1.6.1 Location d'une nacelle

## 2 TRAVAUX PREPARATOIRES

### 2.1 Déménagement du bureau

Le bureau du préfet sera déménagé par les services de la préfecture avant le démarrage du chantier. Aucune intervention dans le bureau ne sera possible au préalable.

2.1.1 Déménagement du bureau

### 2.2 Mise en place d'un filet de protection

L'entreprise titulaire du lot devra la mise en place d'un filet de protection en face extérieure de la claire-voie afin de sécuriser les interventions des entreprises, la prestation comprendra notamment :

- la location d'une nacelle adaptée pour la mise en place du filet, compris amenée, location, assurance, consommation de carburant,
- la fourniture et la pose du filet en prenant toutes les précautions pour ne pas endommager la face extérieure de la claire-voie,
- toutes sujétions de protections des ouvrages,
- toutes fixations, ajustements et adaptation pour une parfaite mise en place,
- la dépose du filet en fin de chantier à la nacelle.

**Nota :** un ouvrier possédant les certifications et/ou permis pour le pilotage de la nacelle sera demandé à l'entreprise.

2.2.1 Location d'une nacelle pour la pose et la dépose du filet de protection

2.2.2 Fourniture et pose d'un filet de protection

### 2.3 Protections des sols

L'entreprise titulaire du lot devra la protections des sols dans la salle des pas-perdus pour cheminement intérieur et des sols du bureau du préfet, la prestation comprendra notamment :

- toutes les sujétions de manutention et de coltinage du matériel,
- la fourniture et la pose de panneaux type CP, y compris l'interposition d'un feutre non tissé type "BIDIM" ou équivalent, épaisseur à déterminer suivant les charges utilisables pour la réalisation des travaux,
- toutes les précautions et protections nécessaires pour ne pas endommager les ouvrages,
- toutes sujétions de découpes, de fixations, d'ajustements, etc.
- la vérification et entretien durant la période des travaux, compris tout remplacement des éléments détériorés selon besoin,
- un nettoyage journalier,
- la dépose-repose autant que de besoin,
- la dépose en fin de chantier.

2.3.1 Protections des sols du bureau

2.3.2 protections des sols des cheminements intérieurs

### 2.4 Calfeutrement anti-poussière de portes

L'entreprise titulaire du lot devra une protection contre la poussière au droit des portes Ouest et Sud du bureau du préfet, la prestation comprendra notamment :

- toutes manutentions et coltinage du matériel,
- la fourniture et la pose d'une protection adaptée, de type polyane armé ou équivalent compris interposition de joints périphériques élastomères au droit des murs , à une parfaite étanchéité contre la poussière, à soumettre à la validation de l'architecte,
- toutes les précautions et protections nécessaires lors de la pose et la dépose,
- toutes sujétions de découpes, de fixations, d'ajustements, etc.
- la vérification et entretien durant la période des travaux, compris tout remplacement des éléments détériorés selon besoin,
- la dépose-repose autant que de besoin,



- la dépose en fin de chantier.

#### 2.4.1 Calfeutrement anti-poussière de la porte Ouest et Sud du bureau du préfet

### 2.5 Protections de murs

L'entreprise titulaire du lot devra des protections sur les murs Nord et Sud au droit de l'ensemble menuisé, la prestation comprendra notamment :

- toutes manutentions et coltinage du matériel,
- la fourniture et la pose d'un platelage bois, compris film d'interposition si nécessaire,
- toutes les protections nécessaires lors des manutentions, pose et dépose,
- toutes les sujétions de découpes et de fixations,
- la vérification et entretien durant la période des travaux, compris tout remplacement des éléments détériorés selon besoin,
- la dépose-repose autant que de besoin,
- la dépose en fin de travaux.

#### 2.5.1 Protections des murs par un platelage bois au droit des menuiseries de la galerie

### 2.6 Encoffrement de caissons de climatisation

L'entreprise titulaire du lot devra l'encoffrement des caissons de ventilation, la prestation comprendra notamment :

- toutes manutentions et coltinage du matériel,
- la fourniture et la pose de panneaux rigides fixés sur ossature bois ou métal,
- un feutre d'interposition à mettre en place sur les caissons avant l'encoffrement,
- toutes les protections nécessaires lors des manutentions, pose et dépose,
- toutes les sujétions de découpes, de fixations et d'adaptation,
- la vérification et entretien durant la période des travaux, compris tout remplacement des éléments détériorés selon besoin,
- la dépose-repose autant que de besoin,
- la dépose en fin de travaux.

#### 2.6.1 protections des caissons de climatisation par un platelage bois

### 2.7 Fourniture et pose d'un doublage phonique provisoire

L'entreprise titulaire du lot devra la mise en place d'une protection phonique au droit des 2 portes Ouest et Sud, la prestation comprendra notamment :

- toutes les sujétions de précautions et de protections pour ne pas abîmer les ouvrages adjacents
- toutes manutentions et coltinage du matériel,
- la fourniture et la pose de panneaux de type POLYPLAC PHONIK ou équivalent (20cm ép. env.) fixés sur cadres menuisés, à mettre en oeuvre selon indications du fabricant,
- toutes les sujétions de découpes, de fixations et d'adaptation,
- la vérification et entretien durant la période des travaux, compris tout remplacement des éléments détériorés selon besoin,
- la dépose-repose autant que de besoin,
- la dépose en fin de travaux.

#### 2.7.1 Fourniture et pose d'un doublage phonique provisoire portes Ouest et Sud

### 2.8 Sciage préalable soigné des enduits des murs Nord et Sud

L'entreprise titulaire du lot devra réaliser le sciage des enduits du mur Nord et Sud, au contact du cadre dormant de l'ensemble vitré afin de faciliter la dépose qui est prévue au lot 3 , la prestation comprendra notamment :

- toutes les sujétions de précautions et de protections pour ne pas abîmer les ouvrages adjacents,
- le sciage de profondeur nécessaire pour une parfaite désolidarisation du dormant de l'ensemble vitré,
- les outils utilisés ne devront pas occasionner de dégradations sur les ouvrages.

#### 2.8.1 Sciage préalable soigné des enduits des murs Nord et Sud

## 3 TRAVAUX DE MACONNERIE - PIERRE DE TAILLE

### 3.1 Réfection du linteau de la porte Nord

L'entreprise titulaire du lot devra la réfection du linteau de la porte Nord du bureau, la prestation comprendra notamment :

- toutes les protections nécessaires à la réalisation des travaux,
- la dépose, le démontage avec soin du linteau en béton de chaux, pour permettre l'évacuation des vitrages existants et

l'approvisionnement de l'ensemble vitré,  
- l'étalement par chandelles selon nécessité pour la stabilisation des ouvrages pendant les travaux,  
- la réfection du linteau en mortier de chaux compris coffrage nécessaire à la réalisation.

**Nota :** la dépose du linteau devra se faire en début de chantier, la réfection se fera en fin de travaux.

3.1.1 Dépose en démolition du linteau en béton compris éventuel étalement

3.1.2 Réfection du linteau en béton compris éventuel étalement

### 3.2 Réfection d'enduit au mortier de chaux aérienne

L'entreprise titulaire du lot devra la réalisation d'enduit au mortier de chaux pour le linteau de la porte Nord sur toutes les faces vues et des raccords d'enduits sur les murs, plafond après la réfection de la corniche, la prestation comprendra notamment :

- les essais de convenue à soumettre à la validation de l'architecte,
- les protections nécessaires des parties contiguës non enduites,
- la parfaite préparation du support à enduire,
- l'hydratation du parement de chaque couche avant exécution de la suivante,
- l'exécution, toutes fournitures comprises, des différentes couches constitutives des enduits, y compris sujétions de cueillies, d'angles, d'arrêt.

La constitution des mortiers constituant les différentes couches, la teinte et la granulométrie des sables devront être validés par l'architecte avant démarrage des travaux.

3.2.1 Réfection d'enduit au mortier de chaux aérienne du linteau de la porte Nord du bureau (aux 2 faces)

3.2.2 Raccords d'enduits au mortier de chaux aérienne sur murs, gorge, plafond après réfection de la corniche à gorge

### 3.3 Interventions sur la face intérieure de la claire-voie

Cette prestation devra être confiée par l'entreprise titulaire du lot à un restaurateur spécialisé en pierre de taille, cette prestation comprendra notamment :

- le dépoussiérage et le nettoyage avec soin par tout procédé adapté qui sera à soumettre à la validation de l'architecte avant toute mise en oeuvre,
- dégarnissage en profondeur des joints trop altérés, sans dégrader les arêtes des pierres et des joints conservés,
- le rejointoiement au mortier de chaux en recherche,
- joints de finition de bonne épaisseur pour en garantir la pérennité.

La formulation du mortier de jointoiement, paramètres de granulats, granulométrie, dosage, teinte seront à ajuster et/ou à valider par des essais et à soumettre à la validation de l'architecte.

En saison hivernale, par forte humidité, ou dans des lieux peu aérés, la prise des mortiers sera accélérée par pulvérisation sur la surface traitée d'une solution formulée à base d'accélérateur de carbonatation.

Tous les additifs employés devront être agréés par l'architecte.

Le prix comprendra tous les essais et opérations nécessaires pour obtenir l'aspect désiré et le nettoyage après séchage pour enlèvement de toute trace de laitance.

**Nota :** les limites d'interventions sur la face intérieure de la claire-voie devront être précisées par l'architecte à l'entreprise qui réalisera les travaux.

3.3.1 Dépoussiérage et nettoyage de la face intérieure de la claire-voie

3.3.2 Rejointoiement en recherche de la face intérieure de la claire-voie

## 4 TRAVAUX DE PLÂTRERIE

### 4.1 Réfection de la corniche et de sa gorge en staff

L'entreprise titulaire du lot devra la réfection complète de la corniche en staff et de sa gorge sur la longueur de l'ensemble vitré et en retour d'angles Nord et Sud et raccords divers, la prestation comprendra notamment :

- des moyens d'accès nécessaires à la réalisation des travaux,
- un relevé de l'ouvrage existant,

- la dépose en démolition de la corniche et de la gorge existantes , compris toutes sujétions de protections des ouvrages attenants,
- la fabrication des éléments en staff de la corniche et de la gorge selon le relevé préalable, compris toutes sujétions de fixations et d'ajustement,
- la mise en oeuvre d'un badigeon à la chaux encollé appliqué à la brosse en plusieurs passes en respectant un temps de séchage suffisant,
- l'application d'une patine pour harmonisation de l'ouvrage.

La prestation comprendra également la réalisation d'un enduit encollé et une patine d'harmonisation pour le mur Nord du bureau et un raccord d'enduit en recherche pour l'angle Sud, compris nettoyage et parfaite préparation du support.

**Nota :** la dépose devra se faire en début de chantier pour permettre l'accès à la face intérieure du tympan de la claire-voie.

4.1.1 Dépose de la corniche et de sa gorge

4.1.2 Réfection de la corniche et de sa gorge

4.1.3 Mise en oeuvre d'un badigeon encollé pour la corniche et la gorge

4.1.4 Mise en oeuvre d'un badigeon encollé du mur Nord, compris angle Sud

4.1.5 Mise en oeuvre d'une patine d'harmonisation pour la corniche et la gorge

4.1.6 Mise en oeuvre d'une patine d'harmonisation pour le mur Nord, compris angle Sud et raccords divers

## 5 TRAVAUX DIVERS

### 5.1 Travaux d'accompagnement aux différents lots

L'entreprise titulaire du lot devra diverses prestations en coordination avec les entreprises titulaires des différents lots, ces prestations seront notamment :

**Réalisation d'empochements de sols comprenant :**

- la dépose et la repose des protections de sols au droit des empochements à réaliser,
- la dépose avec soin des carreaux, par sciage ou tout autre procédé à soumettre à la validation de l'architecte,
- la réalisation de réservations, pour mise en place de boîtiers électriques de dimensions environ 25x25x15 cm de profondeur, par tous moyens adaptés
- les protections nécessaires provisoires avant intervention de l'électricien,
- travaux exécutés mécaniquement à soumettre à la validation de l'architecte,
- toutes les sujétions d'exécution pour une parfaite réalisation.

**Réalisation de tranchées verticales comprenant :**

- toutes les protections nécessaires pour ne pas abîmer les ouvrages,
- la réalisation de tranchées verticales, pour passage de fourreaux du caisson de chauffage à celui des stores de dimensions environ 5x5 cm,
- l'utilisation de machines adaptées à la réalisation des tranchées verticales,
- travaux exécutés mécaniquement à soumettre à la validation de l'architecte,
- le rebouchage des tranchées au mortier de nature et composition à soumettre à la validation de l'architecte,
- l'application d'un badigeon en raccord de l'existant, compris réalisation d'une patine.

**Bouchement maçonné de soffite comprenant :**

- toutes les protections nécessaires pour ne pas abîmer les ouvrages,
- le bouchement au mortier de nature et composition à soumettre à la validation de l'architecte, de soffite entre les caissons métalliques des stores et l'arcature de la claire-voie,

Les travaux d'accompagnement comprendront également la réalisation d'un percement biais dans le mur de façade du sas du COD et d'un percement vertical du plancher haut (XIXème) du sas d'entrée du COD pour la mise en place d'alimentations (stores et boîte électrique de sol).

Les zones de percements devront être protégées lors de la réalisation des travaux.

Travaux exécutés mécaniquement à soumettre à la validation de l'architecte.

- 5.1.1Réalisation d'empochements de sol
- 5.1.2Réalisation de tranchées verticales pour passage de fourreaux
- 5.1.3Bouchement maçonné de soffite entre les caissons métalliques des stores et arcature de la claire-voie
- 5.1.4Percements pour alimentation

5.2

Travaux en dépenses contrôlées

Provision d'heures en régie d'ouvrier qualifié rendue contractuelle par le présent CCTP pour diverses prestations dont la nature et l'étendue ne pourront être définies et déterminées avec précision qu'en cours de chantier.

Les prix souscrits comprendront toutes les primes et indemnités de toutes sortes ainsi que la valeur de l'outillage et le petit matériel utilisé.

Le temps passé sera reconnu par présentation d'attachements écrits à soumettre en temps opportun à l'acceptation de l'architecte.

- 5.2.1
- Travaux en dépenses contrôlées

5.3

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le jour de la réception des travaux, l'entrepreneur fournira le dossier des ouvrages exécutés et les plans de récolement, un rapport de restauration détaillé et un dossier photographique montrant le détail de chacune des phases de la restauration, les fiches techniques et de sécurité des produits, le reportage photographique détaillé des différents travaux, le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Dossier à établir et fournir en 5 exemplaires papier et 3 exemplaires numériques sur clé USB.

- 5.3.1
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

## AUXERRE - GALERIE ROMANE Remplacement des menuiseries



**MAITRE D'OUVRAGE**  
Préfecture de l'Yonne  
1 Pl. de la Préfecture  
89000 Auxerre

### Lot n°2 MENUISERIE BOIS - COUVERTURE

#### CCTP

Dossier	Z-25024
Date	01/10/2025
Phase	DCE
Indice	

## Sommaire

<b>1 TRAVAUX PREPARATOIRES.....</b>	<b>23</b>
1.1 Fabrication et pose d'un sas étanche compris porte de chantier (dimension env. 1,00 x 2,40 m).....	23
1.2 Dépose en démolition de l'habillage en plomb de l'appui du mur bahut.....	23
<b>2 TRAVAUX DE MENUISERIE BOIS - COUVERTURE.....</b>	<b>23</b>
2.1 Travaux de dépose - repose.....	23
2.2 Diminution de la largeur de la tablette (Option 2 : Diminution de la largeur de la tablette).....	24
<b>3 TRAVAUX DE COUVERTURE.....</b>	<b>24</b>
3.1 Habillage en plomb de l'appui de la claire-voie.....	24
<b>4 TRAVAUX DIVERS.....</b>	<b>24</b>
4.1 Travaux en dépenses contrôlées.....	24
4.2 Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	24

## 1 TRAVAUX PREPARATOIRES

### 1.1 Fabrication et pose d'un sas étanche compris porte de chantier (dimension env. 1,00 x 2,40 m)

Selon localisation sur les dessins de l'architecte, l'entreprise titulaire du présent lot devra mettre en place un cloisonnement étanche en panneaux de bois en avant de la porte Nord dans la salle des pas-perdus, la prestation comprendra :

- toutes protections nécessaires à la réalisation du sas,
- la mise en place d'un sas étanche en panneaux de bois sur structure bois ou métallique,
- le sas sera équipé par une double porte en bois de grande hauteur (compris jeux de clés), permettant l'évacuation et l'approvisionnement de l'ensemble vitré,
- toutes les sujétions de manutentions, de fixation, de calage et de découpe, pour une parfaite mise en oeuvre de l'ouvrage,
- aucun percement ne pourra être fait dans les existants (sol, mur) pour le maintien des panneaux de bois,
- les remaniements et l'entretien de toutes les protections mises en place et remplacement si abîmées,
- la dépose en fin de travaux.

1.1.1 Fabrication et pose d'un sas étanche en panneaux de bois

1.1.2 Fourniture et pose d'une porte de chantier (dimensions environ 1,00 x 2,40 m ht)

### 1.2 Dépose en démolition de l'habillage en plomb de l'appui du mur bahut

L'entreprise titulaire du lot devra la dépose en démolition de l'habillage en plomb du mur bahut de la claire-voie, la prestation comprendra notamment :

- un relevé de l'existant avant dépose qui servira de modèle à la réalisation de l'habillage en plomb neuf,
- les protections nécessaires des ouvrages attenants,
- la dépose avec soin de l'habillage en plomb, compris toutes sujétions de dépose des éléments se trouvant dessous, afin d'obtenir un parfait support,
- le remaniement éventuel du filet de protection devant permettre une bonne accessibilité de l'ouvrage à déposer,
- toutes sujétions de manutention et de coltinage.

**Nota :** en cas de dégradations sur les ouvrages mal protégés, l'entreprise aura à sa charge, sans indemnités complémentaires, la réparation des dits ouvrages.

1.2.1 Dépose en démolition de l'habillage en plomb de l'appui du mur bahut

## 2 TRAVAUX DE MENUISERIE BOIS - COUVERTURE

### 2.1 Travaux de dépose - repose

L'entreprise titulaire du lot, selon les préconisations de l'architecte devra effectuer des prestations de dépose-repose d'ouvrages en bois, la prestation comprendra notamment :

- les protections nécessaires des ouvrages attenants,
- la dépose avec soin des éléments en bois,
- le stockage soigné à l'abri pendant les travaux et avant repose, endroit restant à définir et à soumettre à la validation de l'architecte,
- la repose, compris toutes sujétions de fixations, d'ajustement, de calage et de finition des ouvrages.

Sujétion particulière pour la dépose-repose des panneaux de façade des caissons de radiateurs, qui devra être effectuée au préalable, pour permettre la prise de côte par l'entreprise titulaire du lot 3.

**Nota :** en cas de dégradations sur les ouvrages déposés et les ouvrages attenants mal protégés, l'entreprise aura à sa charge, sans indemnités complémentaires, la réparation des dits ouvrages.

2.1.1 Dépose-repose des panneaux de façade des radiateurs

2.1.2 Dépose-repose de la porte à panneaux et du chambranle mouluré Sud

2.1.3 Dépose-repose de la porte à panneaux plis de serviette

2.1.4 Dépose-repose du caisson abritant les radiateurs

## 2.2 Diminution de la largeur de la tablette (Option 2 : Diminution de la largeur de la tablette)

L'entreprise titulaire du lot devra l'adaptation de la tablette en bois, la prestation comprendra notamment :

- la retaille de la moulure en quart de rond afin de réduire la largeur de la tablette,
- la mise en teinte à soumettre à la validation de l'architecte,
- un encaustiquage appliqué au pinceau, puis lustrer au chiffon et brosser pour la moulure.

2.2.1 Diminution de la largeur de la tablette

## 3 TRAVAUX DE COUVERTURE

### 3.1 Habillage en plomb de l'appui de la claire-voie

L'entreprise titulaire du lot devra la réalisation d'un habillage en plomb de l'appui de la claire-voie, la prestation comprendra notamment :

- fourniture de table de plomb SMH de 3 mm d'épaisseur et façonnage des recouvrements en plomb,
- glacié en plâtre et bois avec interposition d'une membrane neutre pour isolation du métal type papier kraft paraffiné ou équivalent, compris toutes préparations des supports (brossage, rustication, gorges et reliefs selon les besoins),
- les découpes, pliages, emboutissages et exécution en plusieurs éléments suivant développé du profil et linéaire à traiter,
- toutes façons nécessaires assurant la rigidité des éléments et leur dilatation,
- pose compris toutes façons de mise en oeuvre et en forme par emboutissage ainsi que toutes sujétions d'ajustement,
- toutes soudures autogènes,
- fixation par pattes apparentes et/ou cachées en cuivre étamé, soudées ou fixées par vis en laiton à tête fraisée sur chevilles tamponnées,
- relevés latéraux avec emboutissage selon les besoins, protection des relevés par des bandes porte-solin engravées et scellement au mortier de chaux,
- traitement de surface par graissage au suif.

3.1.1 Habillage en plomb de l'appui de la claire-voie

## 4 TRAVAUX DIVERS

### 4.1 Travaux en dépenses contrôlées

Provision d'heures en régie d'ouvrier qualifié rendue contractuelle par le présent CCTP pour diverses prestations dont la nature et l'étendue ne pourront être définies et déterminées avec précision qu'en cours de chantier.

Les prix souscrits comprendront toutes les primes et indemnités de toutes sortes ainsi que la valeur de l'outillage et le petit matériel utilisé.

Le temps passé sera reconnu par présentation d'attachements écrits à soumettre en temps opportun à l'acceptation de l'architecte.

4.1.1 Travaux en dépenses contrôlées

### 4.2 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le jour de la réception des travaux, l'entrepreneur fournira le dossier des ouvrages exécutés et les plans de récolement, un rapport de restauration détaillé et un dossier photographique montrant le détail de chacune des phases de la restauration, les fiches techniques et de sécurité des produits, le reportage photographique détaillé des différents travaux, le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Dossier à établir et fournir en 5 exemplaires papier et 3 exemplaires numériques sur clé USB.

4.2.1 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)



## AUXERRE - GALERIE ROMANE Remplacement des menuiseries



**MAITRE D'OUVRAGE**  
Préfecture de l'Yonne  
1 Pl. de la Préfecture  
89000 Auxerre

### Lot n°3 **MENUISERIE MÉTALLIQUE - SERRURERIE - STORES**

**CCTP**

Dossier	Z-25024
Date	01/10/2025
Phase	DCE
Indice	

Sommaire

<b>1 TRAVAUX PREPARATOIRES.....</b>	<b>27</b>
1.1 Moyens d'accès et de levage .....	27
<b>2 TRAVAUX DE SERRURERIE.....</b>	<b>27</b>
2.1 Fabrication et pose de l'ensemble métallique vitré.....	27
<b>3 STORES.....</b>	<b>28</b>
3.1 Fourniture et pose de stores électriques .....	28
<b>4 TRAVAUX DIVERS.....</b>	<b>28</b>
4.1 Travaux en dépenses contrôlées.....	28
4.2 Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	29

## 1 TRAVAUX PREPARATOIRES

### 1.1 Moyens d'accès et de levage

L'entreprise titulaire du lot pour la réalisation des travaux de l'ensemble vitré de la claire-voie, devra prévoir selon nécessité des moyens d'accès et de levage adaptés.

Ces installations seront conformes à la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité contre la chute des personnes.

#### 1.1.1 Moyens d'accès et de levage

## 2 TRAVAUX DE SERRURERIE

Les matériaux ou matériels entrant dans la composition des ouvrages métalliques devront obligatoirement porter le label ACOTHERM et une marque NF de conformité aux normes. À défaut de normes, les matériaux, matériels ou éléments manufacturés constitutifs des ouvrages seront titulaires au minimum :

- d'un avis technique du CSTB,
- ou d'une justification d'essais satisfaisants de la part d'organismes techniques officiellement reconnus,
- ou d'une garantie du producteur, avec engagement écrit s'appuyant sur une police d'assurance dont il devra justifier.

Tous les éléments en acier, profilés, tôles... seront protégés contre la corrosion soit par galvanisation, soit par métallisation au zinc 40 microns.

Tous les produits et matériaux utilisés par l'entrepreneur devront être rigoureusement compatibles entre eux, avec les supports et d'une façon générale, avec tous les matériaux avec lesquels ils seront susceptibles d'être en contact. Au cas où l'architecte aurait prescrit, dans les documents d'appel d'offres, l'utilisation des matériaux incompatibles, l'entrepreneur devra obligatoirement le signaler à l'appui de son offre et proposer soit le changement des matériaux incriminés, soit les produits ou les accessoires permettant de remédier à ces désordres éventuels. Ces derniers étant en tout état de cause compris dans l'offre de l'entreprise.

De même, en cours de travaux, l'entrepreneur devra veiller à ce qu'aucun matériau mis en œuvre, par d'autres corps d'état, ne crée des désordres chimiques ou physiques à ses propres ouvrages. Si tel est le cas, il devra en informer l'architecte.

Les menuiseries devront satisfaire aux essais mécaniques de torsion et de flexion prévus par les normes en vigueur.

Les menuiseries recevront une couche de protection sur toutes les faces avant d'être posées.

### 2.1 Fabrication et pose de l'ensemble métallique vitré

L'entreprise titulaire du lot devra selon les dessins de l'architecte, la fabrication sur mesure et la pose d'un ensemble métallique vitré (8 châssis fixes et 2 ouvrants à la Française) de type JANISOL ARTE 66 de chez Jansen ou équivalent, la prestation comprendra notamment :

- le relevé et cotes permettant la fabrication de l'huissierie,
- une note de calcul concernant les profilés porteurs bas (en équerre) pour remplacement ou renforcement,
- les plans d'exécution des huisseries, des caissons de stores et tous accessoires de renfort et de fixation aux échelles 1/10<sup>e</sup>, 1/5<sup>e</sup> et 1/2<sup>e</sup> à soumettre à l'architecte pour validation avant exécution,
- les prototypes et les échantillons demandés par l'architecte,
- protocole de dépose et des éléments à déposer à soumettre à la validation de l'architecte,
- la dépose sans conservation de l'ensemble vitré et de tous les éléments de renfort et de fixation, compris toutes les précautions pour ne pas endommager les ouvrages adjacents, toutes sujétions de manutention et de coltinage des éléments déposés et approvisionnés,
- la fabrication et la pose de platines de fixation hautes fixées dans la maçonnerie des façades pour les huisseries et les caissons (longs et courts) des stores,
- la fabrication et la pose de caissons métalliques pour les stores avec volets et balais de fermeture, fixés sur les platines, compris fourniture et fixation de profilés et tous autres accessoires nécessaires,
- la fabrication et la pose des huisseries compris raidisseurs verticaux et horizontaux rapportés par soudure sur les montants fixes de l'ensemble vitré, profilés de renfort haut à rupture de pont thermique rapportés sur la longueur de l'ensemble vitré, profilés de renfort bas à rupture de pont thermique rapporté entre les équerres porteuses et toutes les quincailleries nécessaires à soumettre à la validation de l'architecte,
- bande caoutchoutée d'interposition,
- largeur des montants fixes 50mm maximum,
- largeur cumulée des montants fixes et ouvrants (fenêtres à la Française) 78mm maximum,
- les montants des composantes fixes ou ouvrantes devront être implantés à l'axe des colonnes de la claire-voie,

- double vitrage à haute performance, valeur thermique  $U_w$  recherchée de 1,3 W/m²K
- finition thermolaquée de couleur sombre (ardoise ou anthracite), RAL à soumettre à l'approbation de l'architecte.

La prestation comprendra également la fourniture et la pose d'un isolant thermique proche des performances thermiques des menuiseries autour des caissons des stores, qui devra être soumis à la validation de l'architecte.

2.1.1 **Dépose de l'ensemble vitré à glaces coulissantes, compris pattes de fixation**

2.1.2 **Fabrication et pose de platines de fixation hautes**

2.1.3 **Fabrication et pose de platines de fixation hautes pour caissons longs**

2.1.4 **Fabrication et pose de platines de fixation hautes pour caissons courts**

2.1.5 **Fabrication et pose caissons longs métalliques pour stores, compris volets et balais de fermeture**

2.1.6 **Fabrication et pose caissons courts métalliques pour stores, compris volets et balais de fermeture**

2.1.7 **Renforcement des équerres porteuses de l'ensemble vitré, compris scellement dans le mur bahut de la claire-voie**

2.1.8 **Fabrication et pose de traverses de renfort des équerres porteuses de l'ensemble vitré, compris scellement dans le mur bahut de la claire-voie (Option 3 : Remplacement des équerres porteuses par des équerres neuves)**

2.1.9 **Fabrication et pose des huisseries de type JANISOL ARTE 66 de chez JANSEN ou équivalent à doubles vitrages**

2.1.10 **Fourniture et pose d'isolant thermique autour des caissons des stores**

### 3 STORES

#### 3.1 Fourniture et pose de stores électriques

L'entreprise titulaire du lot devra la mise en place de stores d'occultation extérieurs à commande électrique de type R XL de chez Refleksol ou équivalent, avec interrupteurs 2 x 3 stores indépendants et 1 x 2 stores indépendants, la prestation comprendra notamment :

- le modèle de stores comprenant toutes les caractéristiques techniques et visuelles souhaitées (couleur des stores se rapprochant de celle des huisseries), à soumettre à la validation de l'architecte avant toute mise en oeuvre,
- tableau et boîtier de commande,
- la mise en place des interrupteurs sur la longueur du caisson de chauffage pour commande indépendante des stores,
- la mise en service des stores et vérification du bon fonctionnement,
- la coordination avec le lot 3 pour la mise en place dans les caissons métalliques et le lot électricité qui aura à sa charge les arrivées électriques.

3.1.1 **Fourniture et pose de stores d'occultation extérieurs aux extrémités de la claire-voie**

3.1.2 **Fourniture et pose de stores d'occultation extérieurs pour le reste de la claire-voie**

### 4 TRAVAUX DIVERS

#### 4.1 Travaux en dépenses contrôlées

Provision d'heures en régie d'ouvrier qualifié rendue contractuelle par le présent CCTP pour diverses prestations dont la nature et l'étendue ne pourront être définies et déterminées avec précision qu'en cours de chantier.

Les prix souscrits comprendront toutes les primes et indemnités de toutes sortes ainsi que la valeur de l'outillage et le petit matériel utilisé.

Le temps passé sera reconnu par présentation d'attachements écrits à soumettre en temps opportun à l'acceptation de l'architecte.

4.1.1    Travaux en dépenses contrôlées

4.2    **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Le jour de la réception des travaux, l'entrepreneur fournira le dossier des ouvrages exécutés et les plans de récolement, un rapport de restauration détaillé et un dossier photographique montrant le détail de chacune des phases de la restauration, les fiches techniques et de sécurité des produits, le reportage photographique détaillé des différents travaux, le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Dossier à établir et fournir en 5 exemplaires papier et 3 exemplaires numériques sur clé USB.

4.2.1    **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

